



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Cofinancé par
l'Union européenne**



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 03/02/2022

Pour une Europe de l'Insertion : conférence « Les politiques d'insertion en réponse aux défis de la relance »

La conférence ministérielle « Les politiques d'insertion en réponse aux défis de la relance » a eu lieu le 2 mars, au Beffroi de Montrouge, dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. À cette occasion, les représentants du trio de présidences – Brigitte Klinkert, ministre déléguée chargée de l'Insertion en France, Kateřina Štěpánková, Vice-Ministre tchèque pour l'Emploi et Roger Mörtvik, Secrétaire d'État auprès de la ministre à l'Emploi et à l'Égalité des Genres en Suède – ont appelé de leurs vœux une « Europe de l'Insertion », qui permette d'accompagner au mieux les personnes fragiles vers l'emploi pour répondre aux besoins du marché du travail.

L'Europe sociale, en particulier sa dimension inclusive, nourrit des attentes fortes de la part des citoyens européens. Selon l'Eurobaromètre sur les questions sociales publié en mars 2021, 88 % des répondants jugeaient l'Europe sociale importante.

En phase avec ces préoccupations, la Commission européenne a accordé au cours des dernières années une place croissante à l'Europe sociale, de la publication du socle de droits sociaux en 2017 à l'annonce, en mars 2021, d'un plan d'action pour le mettre en œuvre. L'objectif : réduire d'au moins 15 millions le nombre de personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale d'ici 2030 et inclure 78 % des adultes entre 20 et 64 ans dans le marché du travail.

Pour ce faire, les initiatives et instruments européens sont nombreux pour encourager et soutenir l'action des États membres : la stratégie européenne en matière de compétences, le plan d'action récent qui vise à stimuler l'économie sociale et créer des emplois, ou encore le Fonds Social européen (FSE+) et le programme ALMA sur la mobilité des jeunes « ni en emploi, ni en formation ».

Les tables rondes de la matinée les ont mis en exergue et ont permis d'échanger sur les politiques d'insertion, avec des acteurs institutionnels des États membres et de la Commission européenne, les partenaires sociaux et des représentants de la société civile :

- Les échanges de la première table ronde ont mis en lumière la nécessité d'une coopération forte et agile entre les acteurs de l'accompagnement social et professionnel pour lever ensemble les freins que rencontrent les personnes qui sont éloignées de l'emploi (mobilité, garde d'enfants, accès au soin, précarité financière, illettrisme, etc.) et permettre des parcours plus fluides.
- La seconde table ronde a ouvert la réflexion sur la façon dont les dispositifs d'insertion évoluent pour développer l'employabilité des personnes et répondre aux besoins du marché du travail. La formation proposée par les entreprises sociales inclusives dans de nombreux pays européens, le mentorat de formation en Suède ou encore les contrats de professionnalisation en France en sont quelques exemples.

L'après-midi, des porteurs de projets des trois États membres ont partagé leurs expériences et débattu de leurs pratiques et résultats. Tout d'abord, les acteurs de projets répondant aux besoins des secteurs en tension, tels que Social Builder en France ou Rubikon en République tchèque, ont fait part de la contribution de leur dispositif au dynamisme économique dans un contexte de relance. Ensuite, des associations, comme Agil'ess en France ou Equal Entry en Suède, ont présenté des projets permettant de lever les freins spécifiques en proposant un accompagnement vers l'emploi adapté à chacune et à chacun (solutions de mobilité ou de gardes d'enfant). Cette conférence a

également mis en avant des projets d'accompagnement des grands exclus, à l'image de Convergence France ou Romodrom en République tchèque. Enfin, les dirigeants de projets, comme les Français Lulu dans ma rue, les Tchèques Etincelle ou les Suédois Samhall, ont présenté leur solution d'entrepreneuriat comme un moyen d'insertion professionnelle efficace pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, en particulier les personnes en situation de handicap. Ces interventions ont ainsi nourri les réflexions sur la construction de l'Europe sociale au service des personnes qui en ont le plus besoin.

La conclusion de cette conférence a été l'occasion pour les ministres chargés de l'insertion en France, en République tchèque et en Suède de lancer un appel pour renforcer la prise en compte de l'inclusion sociale et professionnelle des publics fragiles dans les politiques des États membres et au niveau européen : il faut plus d'Europe dans l'insertion et plus d'insertion en Europe !

Secrétariat communication et presse

Ministère chargé de l'Insertion

Cabinet de Brigitte KLINKERT

Tél : 01 49 55 31 23

Mél : sec.presse.insertion@cab.travail.gouv.fr

Conformément à la loi informatique et libertés du 06/01/1978 (art.27) et au Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement UE 2016/679) ou « RGPD », vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer vos droits en adressant un e-mail à l'adresse DDC-RGPD-CAB@ddc.social.gouv.fr.

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)

127, rue de Grenelle
75007 PARIS 07



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Co-funded by the
European Union**



FRANCE22

PRÉSIDENTE FRANÇAISE
DU CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE

Paris, le 03/02/2022

Promoting Economic Inclusion in Europe: Conference on “Economic inclusion policies as a solution to the challenges for recovery”

The ministerial conference on “Economic inclusion policies as a solution to the challenges for recovery” was held on 2 March at the Beffroi de Montrouge under the French Presidency of the Council of the European Union. During this conference, the representatives of the Presidency Trio – Brigitte Klinkert, French Minister Delegate for Economic Inclusion; Kateřina Štěpánková, Czech Deputy Minister for Employment; and Roger Mörtvik, Swedish State Secretary to the Minister for Employment and Gender Equality – called for an inclusive Europe, to best support vulnerable people in finding employment to meet the needs of the labour market.

European citizens have high expectations for social rights in Europe, in particular with regard to inclusivity. According to the Eurobarometer survey on social issues published in March 2021, 88% of Europeans consider social rights to be important.

In step with these concerns, over the last few years, the European Commission has placed increasing emphasis on a socially conscious Europe, from the European Pillar of Social Rights in 2017 to the announcement in March 2021 of the action plan for its implementation. The goal? To reduce the number of people living in poverty or social exclusion by at least 15 million by 2030 and to integrate 78% of adults aged between 20 and 64 into the labour market.

To do so, there are numerous European instruments and initiatives for encouraging and supporting the efforts of the Member States: the European Skills Agenda, the recent action plans to stimulate the social economy and create jobs, and instruments such as the European Social Fund Plus (ESF+) and the ALMA programme helping young people who are neither in employment nor in education or training.

The round table discussions in the morning highlighted these and enabled discussions on inclusion policies with institutional stakeholders from the Member States and the European Commission, social partners and representatives of civil society:

- The first round table shed light on the need for strong and flexible cooperation between social and professional support providers to jointly remove the obstacles faced by people

struggling to secure employment (mobility, childcare, access to care, precarious financial situation, digital illiteracy, etc.) and to make employment easier to access.

- The second round table opened up discussions on how inclusion measures are being developed to increase people's employability and meet the needs of the job market, for example training offered by inclusive social enterprises in numerous European countries, an initiative to provide education and training mentors in Sweden, and professional training contracts in France.

In the afternoon, project leaders from three Member States shared their experiences and discussed their practices and results. First, representatives of projects that meet the needs of sectors under pressure, such as Social Builder in France or Rubikon in the Czech Republic, shared how these projects are contributing to stimulating the economy during the recovery. Next, organisations and programmes such as Agil'ess in France or Equal Entry in Sweden presented projects designed to remove specific barriers by offering tailored support to job seekers, such as mobility solutions and childcare. The forum also highlighted projects providing employment assistance to the most marginalised, such as Convergence France or Romodrom in the Czech Republic. Lastly, leaders of projects such as Lulu Dans Ma Rue in France, Etincelle in the Czech Republic and Samhall in Sweden presented their solution of entrepreneurship as an effective means of integrating into the labour market for individuals with the most difficulty in securing employment, in particular people with disabilities. These presentations contributed to informing discussions on building a Social Europe for the benefit of those who need it most.

At the conclusion of the conference, the French, Czech and Swedish ministers responsible for economic inclusion called for the social and job market inclusion of vulnerable groups to be further taken into account in the policies of Member States and at European level, for a more European approach to inclusion and a more inclusive approach to Europe!

**Press and Communications Secretariat
Cabinet of Brigitte KLINKERT, Minister**

Delegate for Economic Inclusion

Tél : 01 49 55 31 23

127, rue de Grenelle

E-Mail : sec.presse.insertion@cab.travail.gouv.fr

75007 PARIS 07

In accordance with Article 27 of the French Data Protection and Freedom of Information Law (Loi Informatique et Liberté) of

6 January 1978 and the General Data Protection Regulation (Regulation EU 2016/679), you have the right to access and rectify your personal data. You can exercise your rights by sending an email to DDC-RGPD-CAB@ddc.social.gouv.fr